

Proposition de sous-classes pour la NAF Rev.2.1

Formulaire à adresser à revision-naf@insee.fr

*L'Insee traite les données recueillies pour le suivi des échanges avec les contributeurs.
Pour en savoir plus sur la gestion de vos données personnelles et pour exercer vos droits,
veuillez vous reporter à la notice RGPD à la fin de ce formulaire.*

Nom/sigle du demandeur

Nom de contact

Mail

Tel

Section

(lettre désignant la section concernée dans la NACE Rev.2.1)

Code (XX.XX) et libellé de la classe NACE Rev.2.1 à subdiviser

Par exemple : 56.11 - Activités de restaurant

.

Sous-classes proposées

 Veuillez indiquer un libellé pour chacune

A -

B -

C -

D -

E -

N.B. : Les sous-classes doivent constituer une partition de la classe : elles sont deux à deux disjointes et leur réunion recouvre l'ensemble de la classe

Veillez détailler la proposition

Justifiez le besoin de recueillir/gérer en France de l'information à un niveau plus fin que celui de la classe NACE correspondante

Caractérissez chaque sous-classe : indiquez quelles activités elle inclut, précisez les frontières avec d'autres classes ou sous-classes

Donnez une estimation du poids économique de chaque sous-classe : nombre d'entreprises concernées, CA total de l'activité, emploi (ordres de grandeur)

Proposez des mots-clés permettant de bien différencier les sous-classes, notamment pour les programmes de codage automatique

Notice RGPD

Règlement Général sur la Protection des Données

Objet du traitement de données

Finalités

Le traitement a pour finalité le suivi des échanges avec les représentants d'organisations professionnelles et de partenaires, ainsi que d'autres personnes intéressées pour le recueil de leurs propositions et de leurs commentaires en vue des révisions des nomenclatures d'activités et de produits.

Base légale

[Article 6 \(1\) e](#) du règlement général sur la protection des données (RGPD). Ce traitement relève de l'exercice de missions de service public dont est investi l'Insee (articles 4, 5 et 5 bis du [règlement 223/2009 relatif aux statistiques européennes](#), [article 1](#) de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, [décret du 14 juin 1946 organisant l'Insee](#)).

Données traitées

Catégories de données traitées

- Noms et prénoms, numéros de téléphone, adresses mail
- Propositions et commentaires

Source des données

Les données sont collectées auprès des personnes concernées

Prise de décision automatisée

Le traitement ne prévoit pas de [prise de décision automatisée](#).

Personnes concernées

Représentants d'organisations professionnelles et de partenaires, et autres personnes intéressées sollicitées

Destinataires des données

Catégories de destinataires

- Insee (division nomenclatures économiques, direction des statistiques d'entreprises)

Transferts des données hors UE

Aucun transfert de données hors de l'Union européenne n'est réalisé.

Durée de conservation

Les données sont conservées pendant une durée de trois ans à partir de leur collecte.

Sécurité

La mise en œuvre du traitement fait l'objet de règles et de mesures techniques et organisationnelles strictes garantissant la sécurité et la confidentialité des données. Les personnes habilitées à accéder aux données sont assujetties aux obligations relatives au secret professionnel.

Droits des personnes sur les données les concernant

Les personnes concernées peuvent accéder et obtenir copie des données les concernant ou les faire rectifier. Elles disposent également d'un droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données.

Exercer ses droits

Pour toute information ou exercice de [leurs droits Informatique et Libertés](#), les personnes concernées peuvent contacter (avec copie d'une pièce d'identité en cas d'exercice de leurs droits) :

- **Soit l'unité des Affaires juridiques et contentieuses de l'Insee (UAJC) :**
 - **par message électronique à l'adresse suivante :**
contact-rgpd@insee.fr
 - **par courrier à l'adresse suivante :**
Insee - Unité des Affaires juridiques et contentieuses
88, avenue de Verdier - CS 70058
92 541 MONTROUGE CEDEX
- **Soit le délégué à la protection des données des ministères économiques et financiers (DPD) :**
 - **par message électronique à l'adresse suivante :**
le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr
 - **par courrier à l'adresse suivante :**
Le Délégué à la protection des données des ministères économiques et financiers
Délégation aux Systèmes d'Information
139, rue de Bercy Télédoc 322
75 572 PARIS CEDEX 12

Réclamation auprès de la Cnil

Si une personne concernée estime, après contact avec l'UAJC ou le DPD que ses droits sur ses données ne sont pas respectés, elle peut [adresser une réclamation à la Cnil](#).